



LE MODELE ECONOMIQUE MAROCAIN : ENJEUX ET PERSPECTIVES

THE MOROCCAN ECONOMIC MODEL: CHALLENGES AND OPPORTUNITIES

AMEDJAR ABDERRAHIM

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales

Université HASSAN 1^{er} Settat

Laboratoire de recherche en économie, gestion et management des affaires (LARGEMA)

Maroc

amedjara@yahoo.fr

HAITOU YASSINE

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales

Université HASSAN 1^{er} Settat

Laboratoire de recherche en économie, gestion et management des affaires (LARGEMA)

Maroc

yassinehaitou22@gmail.com

Date de soumission : 21/05/2020

Date d'acceptation :

Pour citer cet article :

HAITOU. y (2020) «Le modèle économique marocain : enjeux et perspectives », Revue Internationale du Chercheur « Volume 1 : Numéro 2 » pp : 206 - 224

Digital Object Identifier : <https://doi.org/10.5281/zenodo.3866658>



Résumé

Disposant d'un modèle économique caractérisé par une croissance économique soutenue et désormais moins volatile (plus ou moins 5% par an) conjugué à un taux d'inflation maîtrisé et un ambitieux programme d'investissement, l'ambition du Maroc étant de rejoindre les pays dits émergents. Cette dynamique de développement a permis d'améliorer les conditions de vie des marocains en éradiquant l'extrême pauvreté, en améliorant l'accès aux infrastructures de base et en rendant la scolarisation primaire quasi-universelle. Toutefois, pour développer son modèle économique et accélérer la croissance, d'importants défis restent à réaliser notamment l'accroissement de la productivité, le développement de l'emploi et la lutte contre les inégalités.

Basé sur les travaux de l'OCDE dans le cadre de l'examen multidimensionnel du Maroc, ce papier met en lumière les principaux atouts et contraintes au développement du Maroc, avec l'objectif d'apporter des recommandations en matière de politiques publiques susceptibles de développer la compétitivité de l'économie marocaine et d'accroître le bien être de la population marocaine.

Mots clés : Modèle économique ; croissance ; développement ; politique publique ; OCDE.

Abstract:

With an economic model characterized by sustained economic growth and henceforth less volatile (more or less 5% per year), combined with a controlled rate of inflation and an ambitious investment program, Morocco's ambition is to join the emerging countries. This development dynamic has made it possible to improve the living conditions of Moroccans by eradicating extreme poverty, improving access to basic infrastructure and making primary education almost universal. However, in order to develop its economic model and accelerate growth, major challenges remain to be met, in particular, increasing productivity, developing employment and combating inequality.

Based on the work of the OECD regarding the multidimensional review of Morocco, this paper highlights the main assets and constraints to the development of Morocco, with the objective of making public policy recommendations likely to develop the competitiveness of the Moroccan economy and increase the well-being of the Moroccan population.

Key words: Economic model; growth; development; public policy; OECD.



Introduction :

Le modèle de développement du Maroc peut être caractérisé par le rôle affirmé de l'Etat à travers l'investissement public, la recherche de la stabilité économique et sociale et le choix de l'ouverture économique (OCDE 2017). Toutefois, pour faire face aux mutations de l'économie mondiale et aux déséquilibres y afférents, le Maroc est contraint de transformer son modèle économique à travers plusieurs réformes sociales, économiques et institutionnelles. Cette transformation est déjà en cours suite aux profondes réformes déjà engagées. En effet, Sur le plan social, la création en 2005 de l'initiative nationale pour le développement humain (INDH), la réforme de la caisse de compensation (système de subvention des hydrocarbures) engagée entre 2013 et 2015 et la flexibilisation du régime de change représentent une réelle volonté d'améliorer le modèle économique. Aussi, du point de vue institutionnel, la réforme constitutionnelle engagée en 2011 ainsi que la régionalisation avancée constituent des changements radicaux.

Au demeurant, l'OCDE a identifié trois contraintes majeures pour le développement du Maroc : Premièrement, malgré le succès remarquable enregistré dans certains secteurs, la compétitivité marocaine demeure faible pour faire émerger le développement de secteurs capables de booster la croissance. Deuxièmement, le Maroc accumule un retard important en matière de capital humain pénalisant ainsi la productivité du travail qui reste peu élevée et ce, à cause notamment de la faiblesse de l'éducation et de la formation de compétences susceptibles de soutenir cette croissance. Troisièmement, le manque de cohérence des politiques sectorielles aussi bien lors de leurs élaborations que de leurs mises en œuvre, ce qui minimise leur efficacité.

Toutefois, l'ambitieux programme longtemps exprimé au plus haut niveau qui consiste à rejoindre les pays émergents reste un objectif difficile atteindre à cause de la faiblesse de dynamisme du développement marocain. En effet, depuis 2005 la croissance est soutenue essentiellement par un taux d'investissement élevé qui dépasse 30% du PIB. Ainsi, l'accélération du rythme de convergence ne peut se réaliser sans l'accroissement de la productivité accompagnée d'une transformation structurelle. Aussi, l'accent doit être mis davantage sur le secteur d'éducation qui présente des faiblesses surtout si l'on considère le niveau de scolarité des travailleurs qui demeure en deçà de la norme, affichant un taux de marocains analphabètes de 32%. Il en résulte que la situation en matière d'emploi demeure préoccupante au regard du taux de chômage élevé notamment du côté des jeunes diplômés du



supérieur. Par ailleurs, le déficit commercial peine à se résorber malgré l'augmentation des accords de libre-échange, le déficit budgétaire s'alourdit et le taux d'épargne intérieur baisse.

Tous ces constats montrent certains déséquilibres du modèle économique marocain qu'il faut ajuster, dont le plus marquant est l'incohérence de l'action publique avec les objectifs de transformation structurelle. A titre d'exemple, les incitations fiscales encouragent davantage le secteur de l'immobilier qui n'est pas productif. Aussi, malgré une forte ouverture commerciale conjuguée à une amélioration du climat des affaires, plusieurs contraintes entravent la compétitivité du secteur privé, notamment la concurrence de l'informel, les difficultés d'obtention de financement et la corruption. Au demeurant, certains chantiers sont en cours de se réformer tels que le système de compensation qui est devenu une charge importante pour l'Etat. Par ailleurs, le Maroc s'oriente vers une flexibilisation du taux de change et le développement de l'économie verte en misant davantage sur les énergies renouvelables pour réduire la dépendance énergétique et partant ajuster les déséquilibres macro-économiques du pays. Ces difficultés entravent la saisie des opportunités offertes au Maroc au sujet de la diversification de son tissu économique ce qui menace son positionnement à l'international.

Question de recherche : l'ambition de ce papier est de tracer le contour d'un modèle économique de développement solide et prospère permettant d'accroître la compétitivité et la croissance du Maroc et partant, améliorer les conditions de vie et le bien être de sa population. D'où l'établissement de la question de recherche suivante :

Quelles sont les contraintes et difficultés auxquelles se heurte le Maroc pour aboutir à un modèle économique permettant d'accroître la croissance et la compétitivité ?

Pour répondre à cette question nous avons adopté une méthodologie descriptive basée sur la recherche documentaire au vu de certains travaux menés par l'OCDE dans le cadre de son examen multidimensionnel du Maroc et aussi en se basant sur certaines études nationales réalisées par certaines instances marocaines notamment le haut-commissariat au plan (HCP) et conseil économique social et environnemental (CESE).

Partant de cette question de recherche, le présent papier est structuré sous forme de cinq parties comme suit :



Le premier titre s'apprête à présenter une vue d'ensemble de la situation économique actuelle du Maroc au sujet de son équilibre macro-économique et aussi concernant l'état des lieux de certains secteurs importants comme l'éducation, la santé et l'emploi.

Au deuxième titre, nous mettons l'accent sur les atouts auxquels dispose le Maroc susceptibles de développer son modèle économique comme le développement du secteur bancaire, des infrastructures et du climat des affaires

Le troisième titre est consacré à la description du principal obstacle empêchant un développement intégré du Maroc s'agissant notamment de l'incohérence de ses politiques publiques.

Au quatrième titre, nous mettons en exergue les principales contraintes auxquelles se heurte le Maroc pour développer son modèle économique.

En fin, le cinquième titre met en lumière les contraintes majeures auxquelles se heurte le développement du Maroc. Certains défis à relever seront ainsi abordés.

1. Vue d'ensemble du modèle économique marocain :

Après une croissance très volatile pendant les années 80 et 90, le Maroc a pu la stabiliser courant les années 2000 avec une réduction de moitié de l'écart type de la croissance annuelle. Aussi, le taux d'inflation est désormais stable avec une moyenne annuelle de 1,6% entre 1997 et 2014. Sur le plan politique, les retombés du printemps arabe étaient moins influents par rapport aux pays voisins et ce grâce au fort attachement des citoyens à l'institution royale qui a procédé à la refonte de la constitution en 2011.

1.1. Une stabilité macroéconomique accompagnée d'un certain manque de dynamisme :

Malgré la crise économique, le Maroc dispose d'une stabilité macroéconomique conjuguée à une croissance annuelle moyenne autour de 4%, le déficit budgétaire se réduit progressivement grâce à la réforme de la caisse de compensation qui a d'ailleurs bénéficié de la baisse des prix de pétrole. L'inflation est maîtrisée avec une nette amélioration des réserves en devises. Toutefois, la sensibilité du secteur agricole aux aléas climatiques demeure un handicap à son amélioration au regard de son importance pour l'économie marocaine.

Au demeurant, la crise économique et la dépendance commerciale du Maroc aux pays de l'Europe en plus de la diminution de la demande intérieure ont ralenti le rythme de



croissance¹. Ce rythme d'évolution reste faible par rapport à certains pays similaires pour pouvoir inscrire le Maroc dans une trajectoire de convergence avec les pays développés. En outre, la contribution de la croissance aux conditions et au niveau de vie des marocains reste modeste par rapport à certains pays similaires notamment en matière des services de santé. Par ailleurs, le contexte international actuel menace en terme de stabilité, la dégradation du milieu sécuritaire dans la région influence le secteur du tourisme ce qui pourrait impacter la création d'emplois et le rapatriement de devise.

Aussi, malgré certains succès réalisés en matière d'amélioration l'environnement des affaires, notamment en matière de création d'entreprises et de d'enregistrement des affaires, ainsi que le soutien et l'encouragement par les autorités publiques des « métiers mondiaux » notamment l'aéronautique, l'automobile, l'agroalimentaire ...etc. L'activité du secteur privé demeure insuffisante pour porter une dynamique de croissance forte.

La transformation du modèle économique marocain est confrontée à plusieurs défis, selon la Banque mondiale, la part du secteur manufacturier a diminué depuis les années 80 pour ensuite stagner depuis 2007. En dépit de la diminution de la contribution du secteur agricole au détriment d'autres secteurs, ce processus se fait à une vitesse lente par rapport à certains pays industrialisés comme la Malaisie et la Turquie. La petite taille du marché marocain et l'absence d'intégration économique régionale en plus de la concurrence acharnée de la part de certains pays émergents sont les principales causes.

1.2. Les performances de développement au niveau individuel demeurent mitigées :

1.2.1. Le niveau de vie des marocains est relativement élevé mais la situation du marché d'emploi est alarmante :

Le revenu national brut par habitant calculé en parité du pouvoir d'achat s'est élevé en 2014 à 6 957 dollars. Le taux de pauvreté s'est réduit de 21% en 1985 à 4% en 2014. Ce faisant, plus de deux tiers des marocains sont satisfaits de leur niveau de vie grâce à l'augmentation soutenue du taux de croissance durant la dernière décennie, ils disposent ainsi d'un revenu leur permettant de se nourrir et se loger, une enquête a relevé que 90% des personnes interrogées jugent leur ressources financières suffisante pour se loger (Gallup, 2015).

Toutefois, la situation dans le marché de l'emploi est alarmante, selon le Haut-Commissariat au Plan, seulement 43% de la population en âge actif avait un emploi en 2015 (HCP, 2015).

¹ La croissance économique était de 4,7% en moyenne pendant les années 2000.



En effet, les jeunes, les diplômés et les femmes sont les moins intégrés dans le marché de travail. Le taux de chômage des jeunes moins de 24 ans était plus de 24% en 2015 dont 21,2% sont des diplômés de l'enseignement supérieur (HCP 2015). De surcroit, les emplois ne sont pas forcément de qualité, plus d'un sur deux est considéré comme vulnérable. Ainsi, plusieurs défis pèsent sur le dynamisme du marché de travail, tels que l'insuffisante création d'emplois, l'inadéquation entre l'offre de formation et les besoins du marché, ainsi que les rigidités de la réglementation du travail (OCDE 2017).

1.2.2. L'éducation et la santé tirent les performances du Maroc vers le bas :

Les indicateurs en termes d'objectifs de santé se sont nettement améliorés ces dernières années. L'espérance de vie des marocains s'est prolongée en passant de 48 ans en 1960 à 74 ans en 2014, les taux de mortalité infantile se sont diminués étant divisés par dix sur la même période même s'ils restent en deçà des objectifs tracés. Toutefois, l'accès aux services de soins reste une entrave pour les marocains, seulement un marocain sur quatre se déclare satisfait de ces services, cette situation témoigne des dysfonctionnements qui entourent ces services. Le HCP à travers une enquête menée en 2012 confirme que 63% des personnes interrogées jugent faible ou très faible la qualité des services de soins. Les causes sont très nombreuses, notamment l'insuffisance des structures de soins et la mauvaise répartition des structure y afférentes. En outre, les dépenses de santé sont très élevés au regard du rythme de développement du pays, la couverture médicale n'est pas encore universelle. En effet, en 2015, seulement 62% des Marocains sont couverts par l'assurance maladie obligatoire (AMO) ou le régime d'assistance médicale (Ramed), résultat : une personne sur trois se déclare souffrir de problèmes de santé qui le pénalise dans sa vie quotidienne.

Par ailleurs, en dépit de la réputation des marocains en matière de liens sociaux à travers notamment la prise en charge des proches en cas de problèmes de santé, une enquête affirme que la qualité des liens sociaux est relativement faible au Maroc. En effet, seulement 65% des personnes interrogées ont quelqu'un sur qui compter en cas de problèmes de santé contre 75% comme moyenne annuelle (Gallup, 2015). Au demeurant, 50% des personnes interrogées se déclarent avoir porté une assistance à un inconnu au cours des douze derniers mois, chiffre parfaitement aligné à ceux de certains pays similaires (notamment la Tunisie et la Jordanie), même s'ils sont réticents à le faire via des dons ou à travers des associations. Cette situation peut être justifiée par la pratique de la Zakat (notamment Zakat al fitr). Enfin, il existe un autre problème qui entrave l'amélioration des services de santé au Maroc, il s'agit de la



corruption. A ce titre, l'indice de perception de la corruption (IPC), publié par l'organisation Transparency International classe le Maroc au 88^{ème} rang sur 167 pays (contre les 45^{ème} et 76^{ème} rangs respectivement pour Jordanie et la Tunisie).

Un autre obstacle au développement du Maroc réside dans l'accès à l'éducation et la qualité des connaissances acquises. En effet, l'espérance de vie scolaire est de 11,6 années en 2014 (PNUD, 2016), un chiffre largement influencé par les disparités régionales et socio-économiques. Les taux de participation dans le primaire sont plus au moins élevés mais ils sont nettement faibles dans le secondaire et le supérieur. En outre, la qualité de l'éducation est médiocre dans la mesure où 32% des marocains se déclarent analphabètes (HCP 2015). Par ailleurs, le score des élèves en mathématiques et sciences est loin des niveaux de base attendus. Il en résulte que les marocains ne sont pas satisfaits de la qualité de l'enseignement dispensé, en effet, seulement 37% le sont en 2014 alors que le chiffre attendu est de 60% au regard du développement du pays (Gallup, 2015). Ainsi, le système éducatif marocain qui demeure inégalitaire, doit faire face à plusieurs défis pour offrir les mêmes opportunités à chaque élève.

2. Les atouts du modèle économique non encore exploités par l'économie marocaine :

L'on a vu précédemment, le bilan de l'éducation, de l'emploi et de la santé est très mitigé et présente une faiblesse des performances par rapport aux valeurs attendues, au regard du niveau du PIB par habitant. En effet, du côté de l'emploi, une étude comparative à travers une vaste collection d'indicateurs a montré que le taux de participation au marché du travail est 14 points en dessous du taux de référence, soit 1,3 écarts-types par rapport à la distribution mondiale. Cette valeur serait plus élevée si l'on considère la participation féminine.

Le système de production des compétences apparaît le moins performant. Une analyse a montré que les écarts en termes de proportion de la main-d'œuvre par niveau d'instruction par rapport aux valeurs de référence sont aussi très élevés, 20% des actifs marocains ont un niveau secondaire ou supérieur, par rapport à une valeur de référence de 58% au regard du niveau de revenu du pays (OCDE 2017).

Au demeurant, cette analyse laisse apparaître des atouts qui ont trait au développement du secteur bancaire, d'infrastructure et du climat des affaires. En effet, le niveau de crédit du secteur bancaire au secteur privé est supérieur de 30 point à la valeur de référence. Ainsi, le



secteur bancaire présente un atout majeur pour le financement de l'économie. Toutefois, cet atout est affaibli par la faible liquidité du marché boursier, le poids important des banques dans le secteur financier mais surtout le rôle des emprunts étatiques.

Du côté des infrastructures de base, il y a lieu de souligner que le Maroc dispose d'un réseau d'infrastructure développé (port, aéroports, routes). Une analyse fait ressortir que le Maroc fait mieux que la moyenne des pays de son groupe de revenu en termes d'infrastructures clés. A titre d'exemple, le réseau électrique est accessible à plus de 99% de la population avec un service bien plus fiable par rapports aux pays similaires. De même, les réseaux de télécommunication présentent le même succès.

Quant au climat des affaires, il y a lieu de rappeler que les réformes engagées ont permis au Maroc de gravir les échelons du classement international. En effet, le pays a réalisé des résultats supérieurs à ce qui est attendu au regard de son revenu, en termes notamment des facilités de création des entreprises, l'efficacité des procédures de douane et de paiement des impôts ; et les coûts à l'export qui sont d'ailleurs meilleurs que les valeurs de référence. Toutefois, certaines contraintes liées à la conduite des affaires demeurent persistantes, il s'agit de l'inefficacité du système judiciaire, l'accès au foncier, les distorsions liées au régime fiscal et à la réglementation et le coût du travail. Ces contraintes sont de nature à entraver l'investissement et la promotion des petites et moyennes entreprises et constituent de ce fait, un vrai obstacle à la constitution d'un tissu productif plus dense. Ainsi, tous ces facteurs rendent mitigée la performance du Maroc en termes de capacités productives. En effet, si le Maroc exporte plus de produits finis par rapport à des pays similaires (52% contre une valeur de référence de 32%), ceux-ci ont un indice de complexité plus faible² (Hausmann et al, 2011). Cette faiblesse du système productif peut être expliquée par le faible niveau du capital humain et la faiblesse du système de recherche, de développement et d'innovation, ce qui a conduit à une insuffisante performance de la compétitivité globale. Ceci apparait clairement si l'on constate la faiblesse des exportations de produits à avantage comparatif, et aussi le déficit de la balance commerciale née à cause justement de l'insuffisance des exportations et le besoin énergétique de plus en plus accru. A ce titre, il y a lieu toutefois de préciser que les exportations se sont nettement améliorées ces dernière années et ce, grâce à l'orientation

² Cet indicateur mesure le degré de spécificité des produits et par conséquent, leur potentiel de bénéficier de marges et de valeur ajoutée plus importante.



récente de l'industrie marocaine vers les nouveaux métiers mondiaux notamment le secteur de l'automobile qui a enregistré un taux de 22,7% du total des exportations en 2015.

3. Les performances du modèle économique marocain :

3.1. Une stabilité macroéconomique accompagnée d'un certain manque de dynamisme :

Depuis les années 90, de grands choix stratégiques ont marqué les politiques de développement. Sur le plan macroéconomique, l'ultime objectif est la recherche de stabilité permettant de construire un système intérieur solide de même à permettre de financer la dette publique et de faire face aux chocs internes (notamment les conditions climatiques affectant une volatilité du PIB agricole) et externe (volatilité des prix de pétrole et de matières premières). Cette stabilité est réalisée grâce notamment aux subventions de certains produits de base et de produits pétroliers en plus de certaines incitations fiscales ciblant certains secteurs d'activité.

Par ailleurs le Maroc a pu améliorer son insertion à l'international en accélérant l'ouverture économique et les accords de libre-échange avec plusieurs pays. Aussi, Le Maroc a mené une politique volontariste pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) afin de faire émerger de nouveaux secteurs exportateurs. A cet égard, il y a lieu de souligner le rôle prépondérant de l'Etat et des entreprises publiques dans l'investissement public mais aussi leur soutien dans le développement des secteurs à entreprises clés.

De même, la politique sociale a bénéficié d'un programme de soutien visant notamment de résoudre le problème de logements sociaux et de stimuler l'emploi. L'initiative nationale pour le développement humain (INDH) lancée en 2005 et intensifiée lors de la seconde phase (2011-2015) a pour objectif de lutter contre la pauvreté et les disparités sociales à travers plusieurs projets de développement notamment dans les communes rurales et les quartiers urbains les plus défavorisés. Aussi, d'autres programmes ont été initiés par l'Etat visant également des populations ciblées notamment le Fonds d'Appui à la Cohésion Sociale.

3.2. Les déséquilibres du modèle de développement marocain :

Certaines orientations générales limitent les performances du modèle de développement. Le maintien de la stabilité des prix, le système de compensation et la flexibilité du taux de



change³ qui ont pour objectif de maintenir la stabilité économique sociale ont commencé à générer des distorsions dans le marché à soutenir des dynamiques de rente. Aussi, le secteur de l'immobilier ayant bénéficié depuis longtemps d'un soutien important notamment en matière d'incitations fiscales n'est ni plus porteur ni plus productif.

Aussi, l'ouverture de l'économie marocaine a causé des déficits structurels importants. A titre d'exemple, tous les accords de libre-échange sont déficitaires sauf celui conclu avec la Jordanie, une des raisons de ces déficits et le manque de compétitivité des entreprises marocaines en matière d'offre industrielle. En contrepartie, les importations sont dominées par la facture d'énergie (quasiment importée intégralement) pénalisant davantage la balance commerciale qui souffre d'un déficit chronique.

Au demeurant, le choix stratégique soutenu par le pays pour développer les secteurs manufacturiers a permis une nette amélioration des exportations mais le développement des entreprises demeure difficile. En effet, depuis les années 2000, le Maroc a mis en place des stratégies sectorielles pour développer de nouveaux secteurs exportateurs, notamment la sous-traitance industrielle et l'Offshoring. Toutefois, les petites entreprises ont toujours des difficultés à passer à une taille intermédiaire et par conséquent ont du mal à intégrer les chaînes de valeur mondiales. Il en résulte que la création d'emplois supplémentaires et l'amélioration de la productivité du travail sont affaiblies par cette faible expansion du secteur privé.

Le modèle de développement marocain souffre aussi d'un problème d'inégalité. En effet, les activités économiques ainsi que les opportunités qui en découlent sont concentrées géographiquement ce qui rend la croissance économique non inclusive. Cette situation a entraîné une sorte de persistance des inégalités entre citoyens au regard du revenu ; de la consommation de l'accès aux services, et surtout entre régions. Les actions de l'INDH ont apporté des résultats tangibles mais ne peuvent se substituer à une répartition territoriale équitable des activités et des opportunités économiques.

Par ailleurs, la baisse du taux d'épargne domestique constitue un vrai obstacle de financement du modèle économique. Ce besoin de financement conjugué à une difficulté de mobilisation de l'épargne intérieure peut entraîner une baisse du taux d'investissement. Ainsi, pour

³ A ce titre, il y lieu de souligner que le régime de change ainsi que le système de compensation sont en cours de réforme.



mobiliser l'épargne intérieure et celle d'autres pays, le Maroc essaye de développer les banques islamiques appelées banques participatives.

3.3. La nécessité de réorienter certaines politiques publiques

De par son dépendance vis-à-vis des pays de l'Europe et de l'OCDE qui ont d'ailleurs fait évoluer leur économie vers les pays émergents, notamment ceux asiatiques, le Maroc doit s'adapter au sujet de son système commercial et de sa capacité d'attirer les investissements. Cette réorientation qui est en marche demeure faible, comme le montre le rapprochement récent avec la Chine ou l'Inde comme débouchés pour les phosphates et produits dérivés.

Par ailleurs, le printemps arabe bien que ses effets ont été beaucoup moins influents que dans certains pays de la région, a eu des répercussions économiques et sociales comme le ralentissement des flux des IDE et les manifestations populaires. Au demeurant, le Maroc a su préserver sa stabilité politique et macroéconomique mais le secteur du tourisme, importante source de devises pour le pays, s'est beaucoup plus touché par ces mouvements.

Par ailleurs, la transition démographique conjuguée à une baisse des taux de mortalité et de fécondité avec allongement de l'espérance de vie pèse sur la structure économique et sociale du Maroc. En effet, la part des jeunes dans la population s'est réduite et la part de la population active a augmenté ce qui a entraîné une réduction du taux de dépendance. Le Maroc n'a pas su bénéficier de l'effet d'aubaine démographique en termes d'effet sur l'emploi (avec un taux de croissance de la population active supérieur à celui de la population totale) à cause d'une faible productivité du travail ; d'une faible participation des femmes et un taux élevé d'analphabétisme. En outre, les flux migratoires en constante augmentation notamment en provenance d'Afrique de l'Ouest aggravent davantage la situation⁴.

Aussi, la conception des politiques publiques se heurte à la problématique de l'urbanisation en constante augmentation, En effet, même si le taux d'urbanisation du pays demeure relativement faible (60% en 2014 contre 66% en Tunisie et 83% en Jordanie) son rythme est plus au moins soutenu (48% en 1990). La migration vers les villes s'intensifie grâce aux éventuelles opportunités et perspectives que ces dernières offrent notamment l'accès aux services de base. Cette situation n'est pas sans engendrer des défis en termes de soutenabilité environnementale, de gouvernance locale mais aussi de développement inclusif. Enfin, le rythme de création d'emplois n'est pas suffisant pour absorber les flux de populations rurales.

⁴ *Le dernier recensement de la population effectué en 2014 fait état de 86 000 étrangers présents au Maroc.*



4. L'incohérence des politiques publiques ne permet pas un développement intégré :

4.1. Une conception incohérente des politiques publiques :

Plusieurs stratégies sectorielles ont été développées par le Maroc afin d'améliorer les pans de son économie, tels que le plan Maroc vert (PMV), le Plan Halieutis, le Plan d'accélération industrielle (PAI), la vision 2020 du tourisme, le Plan solaire etc. Toutefois ces stratégies ont été conçues en silo, ce qui ne permet pas d'optimiser l'intégration des différentes activités économiques, à titre d'exemple les aspects de formation sont conçus de façon sectorielle et non transversale et ce, en parfaite dissociation avec les politiques éducatives et de l'innovation.

Aussi, ces stratégies sont abordées d'une façon incohérente au regard de leur séquençage. Par exemple la stratégie industrielle n'a été adoptée qu'en 2005 alors que la conclusion des accords de libre-échange sont entamés depuis 1998 ce qui n'a pas servi le secteur des exportations. Ainsi, ces exportations n'étaient pas assez compétitives et adaptées aux marchés des pays partenaires. De même, les tarifs douaniers n'ont pas été adaptés si tôt pour soutenir le développement des entreprises marocaines en matière d'importation des intrants à faible coût. A titre d'exemple, les importations industrielles ont été recherchées pour le paiement des droits de douanes alors que les concurrents étrangers avaient un accès libre au marché marocain.

4.2. Les principales causes de l'incohérence des politiques publiques :

Trois causes principales permettent d'expliquer la faible cohérence entre les politiques publiques marocaines : l'absence d'une stratégie globale à long terme, certaines faiblesses institutionnelles et des insuffisances en matière de mécanismes opérationnels (OCDE, 2017).

4.2.1. L'absence d'une stratégie globale à long terme :

Le Maroc ne dispose pas d'un document cadre à long terme permettant de coordonner les stratégies et les actions publiques. En effet, il n'existe pas une déclinaison des différentes actions adoptées en une stratégie globale avec des objectifs, moyens et séquences. A ce titre, il convient de souligner que le HCP a mené un travail prospectif à l'horizon 2030 initié au début des années 2000, des études stratégiques ont été ainsi menées portant sur le système financier, le statut de la femme, la gestion des ressources naturelles...etc. Ces études ont été



appuyées par des diagnostics prospectifs mettant l'accent sur les scénarios futurs qui peuvent affecter la sphère économique et sociale afin d'orienter les choix stratégiques du Royaume.

Les diagnostics sectoriels ainsi établis ont permis d'alimenter la conception de certaines stratégies sans toutefois ne fournir aucun document d'orientation stratégique générale dépassant la logique sectorielle. Un exemple qui peut illustrer cette situation est le processus de négociation des accords de libre-échange que ne s'est accompagné ni d'une vision stratégique pouvant servir de base commune d'échange entre tous les acteurs impliqués, ni d'évaluation d'impacts préalables (Ires, 2013).

Par ailleurs, il est à souligner que plusieurs pays disposent d'une vision de développement à long terme conçue pour orienter les efforts et guider les acteurs afin d'atteindre des résultats. Par exemple le Viêt-Nam vise à devenir une économie industrialisée à l'horizon de 2020, la Malaisie cherche à atteindre les pays à hauts revenus d'ici 2020, de même la Jordanie dispose d'un document stratégique à l'horizon 2025 qui décrit plus de 400 mesures à adopter par le gouvernement.

Le Maroc bénéficierait ainsi d'une vision commune à long terme pour orienter son modèle de développement et accroître les performances notamment en matière de bien-être des citoyens. A cet effet, les ateliers prospectifs de l'OCDE⁵ ont contribué à l'identification des éléments clés des préférences citoyennes au regard du développement du pays. Ainsi, bien que la difficulté dans l'élaboration d'une vision commune réside dans la hiérarchisations de ses nombreuses composantes, 23 dimensions ont été ainsi conçues: le développement du monde rural, la technologie, l'éducation, la modernisation de l'administration, la diversification de l'économie, la gouvernance, le système financier, la méritocratie, l'Etat de droit, les infrastructures, la citoyenneté, l'emploi, la durabilité, la régionalisation, le genre, la solidarité et la protection sociale, la santé, le bien être, le revenu, l'entrepreneuriat, la mobilité sociale, la transformation digitale et les métropoles (OCDE, 2017).

⁵ *Le premier atelier de l'examen multidimensionnel du Maroc s'est déroulé le 21 avril 2016 à Rabat sur le thème « Maroc ; vision du développement et défis ». Des participants issus des administrations publiques, du secteur privé, du monde académique etc., ont été invités à s'exprimer en tant que citoyens marocains au-delà de leur appartenance professionnelle, et à envisager la société marocaine dans sa globalité.*



4.2.2. Les faiblesses des institutions gouvernementales :

Le manque de coopération entre les services du gouvernement notamment les comités interministériels ainsi que l'insuffisance de rigueur dans le suivi des décisions prises constituent un handicap à l'élaboration et la mise en œuvre des différentes politiques publiques. Cette faible interaction entre ministères renforce la verticalisation des politiques publiques qui apparaît à très haut niveau lors de l'élaboration de la Loi Organique de Finances publiée en juin 2015.

En effet, La coordination entre les acteurs gouvernementaux reste insuffisante. La gestion de la politique commerciale est représentative du manque de coordination entre les acteurs, caractérisée ainsi par une absence d'une instance centrale de coordination des accords de libre-échange qui a parfois entraîné des conflits de compétences entre départements ministériels (Ires, 2013). Ainsi, il convient d'assurer une coordination efficace entre les différentes entités ministérielles, et d'assurer une jonction avec les différents programmes d'investissements socio-économiques locaux.

4.2.3. Les faiblesses des mécanismes de mise en cohérence :

Les stratégies sectorielles se caractérisent par des horizons temporels qui ne sont pas alignés, ce qui limite leurs effets de synergies (CESE, 2014b). En effet, il n'existe pas une harmonisation des objectifs de politiques publiques, à titre d'exemples, certaines stratégies ont été conçues pour une échéance à moyen terme à l'horizon 2020 (Plan Maroc Vert, Plan Rawaj, Vision 2020 du tourisme), tandis que d'autres stratégies ont des horizons différents tels que Maroc numérique 2009-13, le Plan national de développement des échanges commerciaux 2014-16, la stratégie nationale de développement de la compétitivité logistique 2010-15, etc. Ainsi, l'unification des horizons temporels des stratégies permettrait de faciliter le pilotage du changement, grâce à une meilleure évaluation de la réalisation des objectifs globaux de moyen ou long terme ; l'élaboration de projections statistiques et le renforcement de la cohérence des politiques publiques (CESE, 2014b). La faible coordination entre les acteurs a entraîné des décalages d'harmonisation des dispositions commerciales et juridiques (Ires, 2013). A ce titre, il y lieu de préciser que l'organisation mondiale du commerce (OMC) a relevé les risques entraînés par la signature d'accords de libre-échange hétérogènes en terme géographique, de programme de libéralisation et de dispositions juridiques (notamment pour les règles d'origine) qui risquent de complexifier le régime commercial et d'en réduire la lisibilité (OMC, 2009).



Ainsi, des systèmes d'évaluation des politiques publiques doivent être développés afin de tirer des bilans des actions et réformes engagées. Car, en effet, très peu de stratégies ont bénéficié d'une évaluation externe et indépendante comme par exemple le secteur de l'éducation dont l'évaluation a été effectuée par le conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique (CSEFRS). Quoi qu'il en soit, la systématisation des évaluations des politiques publiques paraît cruciale pour le réajustement des réformes existantes et l'élaboration des réformes à venir en veillant à leurs meilleures mises en synergie (OCDE, 2017).

5. Les principales contraintes au développement du Maroc :

5.1. Le défi de la formation des compétences :

Le niveau d'éducation joue un rôle intrinsèque dans l'intégration sociale des citoyens, le capital humain est un facteur essentiel dans l'amélioration de la croissance. Or, l'analyse multidimensionnelle du développement du Maroc réalisée par l'OCDE en 2017 montre que le niveau d'éducation de la main d'œuvre constitue un obstacle clé au développement du Maroc et que le capital humain n'apporte pas une contribution suffisante à la croissance. Les résultats obtenus confirment l'existence d'un déficit aussi bien qualitatif que quantitatif, en effet, les élèves marocains ont un retard dans l'acquisition des connaissances de base. A titre d'illustration, en 2015, sur la base des tests conduits sur 49 pays, les élèves en 4^{ème} primaire et en 2^{ème} secondaire terminaient antépénultièmes (OCDE, 2017). La faible qualité de l'éducation conjuguée au vu de son faible rendement dans le marché de travail peut constituer un frein à la demande de l'éducation de la part des jeunes. Aussi, le manque de dynamisme du marché du travail ainsi que l'inadéquation des formations proposées participent à la faible demande de formation de compétences auprès des jeunes. Par ailleurs, il convient de préciser que la formation du capital humain ne se limite pas à l'école, mais aussi au cours de la vie professionnelle notamment dans les centres de formation. Ainsi, l'on peut escompter que le système marocain en matière de formation souffre de faiblesses importantes.

5.2. La nécessité d'exploiter les atouts en matière de compétitivité :

L'analyse des performances du secteur productif laisse apparaître un paradoxe apparent : une économie très ouverte, avec des conditions de base favorables, peine à développer des secteurs dynamiques qui soient à même de générer de l'emploi et par conséquent, entraîner un



effet sur le reste de l'économie (OCDE, 2017). Parmi les raisons essentielles de ce paradoxe, l'on peut citer la difficulté d'identifier et de soutenir les opportunités en matière de secteurs porteurs avec un avantage comparatif. Cette difficulté est liée en partie aux performances en capital humain, car, en réalité, le succès dans certains secteurs surtout ceux à forte valeur ajoutée comme les industries manufacturières nécessite une main d'œuvre qualifiée. Au demeurant, la stratégie du Maroc lors de la dernière décennie s'est focalisée sur la création de certains instituts de formation spécifique aux secteurs porteurs, sauf qu'il est incertain de savoir si cette stratégie contribuera à l'émergence d'autres secteurs porteurs initiés par le secteur privé.

5.3. L'efficacité de l'action publique et la cohérence des politiques :

L'efficacité de l'action publique demeure une contrainte majeure au développement du Maroc. Les administrations n'ont pas la même capacité à faire fructifier les stratégies sectorielles ainsi que les réformes engagées. Les rendements en matière d'investissement national demeurent faibles et sont tributaires de l'efficacité dans la conception et la mise en œuvre de grands projets d'investissement. A cet égard, la Banque mondiale à travers une enquête auprès des entreprises, a cité la corruption comme un problème majeur qui entrave l'action publique.

Ainsi, l'amélioration de cette efficacité est tributaire de la mise en cohérence des politiques publiques, elle aurait en effet des effets bénéfiques sur plusieurs aspects de l'action publique et pourrait contribuer à cet effet, débloquer les forces dynamiques de l'économie. Par exemple les stratégies du secteur industriel et du secteur agricole visent tous les deux à prendre la relève dans la promotion de l'économie marocaine et ne poursuivent pas un objectif commun. En outre, les liens entre les secteurs et la politique de capital humain ne sont pas tissés dans la mesure où chaque secteur met en place ses propres processus de formation. Or, les mécanismes de mise en cohérence de politiques sectorielles conçues en silo ne remplissent jamais ou du moins, dans la plupart des cas, leur rôle efficacement. Parmi, ces mécanismes, on peut citer à titre d'exemple : le renforcement du rôle de coordination du centre de gouvernement, la formulation d'une stratégie fédératrice à moyen terme, le processus budgétaire et la régionalisation avancée.



Conclusion :

Certes, le modèle de développement adopté par la Maroc depuis trois décennies lui a permis réaliser de multiples succès notamment le doublement de son PIB. Toutefois, force est de constater que ce modèle est arrivé à bout de souffle. Certaines ambitions et plans n'ont pas pu être concrétisés comme la lutte contre la pauvreté, l'emploi des jeunes, la réduction des inégalités sociales...etc. Ainsi, de nouvelles approches plus efficaces et plus performantes doivent être mises en place comme à titre non exhaustif, l'intégration de l'économie du savoir fort créatrice de la valeur ajoutée et de la richesse et la valorisation du capital humain. Aussi, certaines stratégies qui ont montré leur échec doivent être révisées progressivement comme la dépendance structurelle de l'économie marocaine à l'Europe en étant fournisseur de quelques matières premières, produits agricoles et pièces de rechanges, d'une part, et d'autre part en étant arrière-cour pour les politiques de délocalisation et d'exécution de commandes pour certains donneurs d'ordre européens.

Au demeurant, le gouvernant marocain doit relever le défi de mettre en place des politiques publiques de même à permettre un développement durable et solide, dont la dimension doit dépasser largement celle économique. Plusieurs efforts ont été menés dans ce sens mais il paraît que le chantier est inabouti et le chemin est encore loin. La réalisation d'un tel défi nécessite la mise en place d'une réflexion qui répond à plusieurs objectifs du pays à la fois économiques, sociaux et environnementaux. Ce qui est de nature à aboutir à une croissance économique inclusive et durable.

Ce papier a passé en revue plusieurs contraintes majeures dont la résolution pourrait constituer le fondement d'un modèle de développement solide et prospère. Trois de ces contraintes retiennent notre attention, il s'agit de la problématique des blocages à l'émergence de secteurs compétitifs capables de tirer l'économie marocaine à long terme, des failles du système de formation des compétences, et du besoin de mise en cohérence des politique publique (OCDE, 2017). Cette dernière contrainte qui réside dans la non complémentarité et la non synergie des politiques adoptées, constitue par ailleurs, un problème structurel ayant caractérisé presque toutes les réformes que le Maroc a adopté depuis longtemps.

Par ailleurs, il y a lieu de souligné que ces impératifs doivent être revus en fonction de la situation mondiale actuelle qui a bouleversé pratiquement toutes les stratégies, les réformes et priorités des Etats, au sujet de la pandémie Covid-19 et ses retombés sur l'économie et les populations du monde entier.



Notre prochaine réflexion, sera consacrée au même sujet mais en tenant compte de cette variable de pandémie mondiale qui a tout chambouler, parce que la réalité a montré que même si l'on conçoit les meilleures modèles économiques du monde et si l'on ne prend pas en compte cette variable de force majeure, le modèle adopté ne tiendra jamais. Ainsi, tout projet de modèle économique doit impérativement prendre en considération ces nouvelles données pour que le Maroc soit prêt pour les prochaines pandémies au sujet notamment des ressources humaines et les problèmes sociaux y afférentes, de la santé, la sécurité et l'autosatisfaction alimentaire en réorientant la politique agricole vers un modèle solidaire. La Maroc doit alors faire ses preuves !

Bibliographie :

- OCDE (2017), « Examen multidimensionnel du Maroc : Volume1.Evaluation initiale, Les voies de développement », Editions OCDE, Paris.
- Gallup (2015), « Gallup World Poll, (base de données) », www.gallup.com/.
- HCP (2015a), « la situation du marché de l'emploi en 2015 », Haut-commissariat au plan, Rabat [http://www.hcp.ma/La -Situation-du-travail-en-2015_a1663.html](http://www.hcp.ma/La-Situation-du-travail-en-2015_a1663.html).
- CESE (2014a), « Avis sur la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la vie économique, sociale, culturelle et politique », Bulletin officiel, n° 6370, pp.3158-1365, Rabat, www.ilo.org
- CESE (2014), « Avis sur la cohérence des politiques sectorielles et accords de libre-échange », Bulletin officiel du 23 mai 2014, auto-saisine n° 16/2014, Rabat.
- Gallup (2014), Gallup World Poll, (base de données), www.gallup.com/.
- Ires(2013), « Les accords de libre-échange conclus par le Maroc : quelles incidences sur la compétitivité globale du Maroc ? », Institut royal des études stratégiques, Rabat, www.ires.ma
- HCP (2012), « Mesure du bien-être au Maroc : principaux résultats de l'Enquête nationale sur le bien-être 2012 », Haut-commissariat au plan, Rabat, www.oecd.org/
- Ministère de la santé (2012), « Enquête nationale sur la population et la santé familiale (ENSPF) 2011 », Rabat, <http://www.sante.gov.ma>